

## Résister à la Déportation en France et en Europe

### Thème 2 – Résister à la déportation

#### I. Basculer dans la clandestinité pour échapper à la déportation

Cacher son identité, se dissimuler, avoir des faux papiers... sont autant d'éléments inhérents à la clandestinité. Pour certains groupes de résistants, ces moyens ont été adoptés précocement selon le contexte de chaque pays, pour échapper à la répression comme à la déportation. En Europe de l'Est, une culture clandestine existait déjà cela explique que les structures institutionnelles (partis politiques, syndicats) ont perduré dans la clandestinité. En Europe de l'Ouest, les choses sont différentes : il a fallu apprendre la clandestinité. En France, de nouvelles organisations comme les mouvements et réseaux de résistance ont dû être créées alors que les institutions traditionnelles s'étaient soit effondrées, soit ralliées au régime de Vichy. Seul le parti communiste s'était déjà réorganisé dans la clandestinité mais avant la défaite et l'occupation allemande. Du côté donc des autres organisations, non communistes, l'inexpérience conduit à des imprudences. En zone occupée, la plupart des organisations créées en 1940 tombent au cours de l'année 1941. La répression est en effet forte surtout dans les territoires occupés, et elle s'accroît en 1942-1943. Déportation et exécution sont des sanctions fréquentes. Ainsi les communications, les rendez-vous s'entourent de précautions : des messages codés déposés dans les boîtes aux lettres fictives sont par exemple utilisés. Les résistants se réunissent aussi dans des lieux tenus secrets jusqu'au dernier moment. Les personnes les plus exposées changent d'identité et adoptent des pseudonymes. Lorsqu'un résistant(e) est arrêté, il a pour consigne de tenir 24h sans parler s'il est torturé, afin que des mesures de sécurité puissent être prises dans l'intervalle. Mais ce basculement dans la clandestinité n'est pas aisé car il implique de rompre avec ses proches, voire de disparaître.

#### **Produire des faux papiers pour survivre dans la clandestinité**

*La production de faux papiers fut dans toute l'Europe l'une des principales activités développées par les résistances. Elle est d'une importance cruciale pour aider celles et ceux menacés par la déportation. Si la confection de faux papiers fut en effet d'abord entreprise pour permettre aux résistants de survivre dans la clandestinité, elle se généralise également pour fournir une forme de couverture aux nombreuses personnes appartenant aux groupes de population pourchassés par les Allemands. Les besoins sont tels que l'on passe progressivement d'une production artisanale à une production quasi industrielle. Par exemple, en France, le mouvement Défense de la France (DF) ajoute à ses activités, en 1942, la production de faux papiers, dans un atelier organisé et dirigé par Michel Bernstein et Monique Rollin. Au début, les techniques employées sont rudimentaires et artisanales. Michel Bernstein ne peut produire que 50 documents par semaine. A partir de février 1943, la production s'intensifie et se diversifie. Une large gamme de faux tampons (environ 12 000) sont contrefaits pour permettre la validation de toutes ces « pièces officielle ».*

Pour les persécutés pour motifs raciaux, la nécessité de se protéger s'impose progressivement, notamment du fait des rafles. Les mesures discriminatoires prises partout, les premières violences, notamment en Europe de l'Est où les populations juives sont par ailleurs enfermées dans des ghettos, font peser une réelle menace sur ces dernières, mais la clandestinité ne s'impose pas pour tous. Avant les premières rafles et les déportations, peu basculent dans la clandestinité à la suite des premières mesures antisémites ou la création des premiers ghettos à l'Est. Dans certains pays, notamment ceux où se maintient une autorité nationale comme dans la France de Vichy, les Juifs choisissent dans leur grande majorité la légalité. Ils suivent les règlements édictés par le pouvoir en place et tentent de continuer à mener une vie légale. La réalité de ce que fut la déportation et de ses conséquences était difficilement envisageable pour beaucoup.

#### II. Informer et protester

L'existence de camps de concentration en Allemagne destinés à interner les opposants était connue avant la guerre puisque des reportages ont pu être publiés sur le sujet dès les années 1930. Mais la déportation massive des populations juives dans le cadre d'un processus d'anéantissement qui se met en place sur le front de l'Est à partir de l'été 1941, puis dans toute l'Europe à la suite de la conférence de Wannsee, a été volontairement entourée par les Nazis d'un certain secret. Dans un tel contexte, protester contre les rafles opérées, avertir les populations des atrocités commises par les Allemands et, lorsqu'on le sait, de ce qui se passe dans les camps, devient essentiel. Les renseignements concernant la politique d'extermination allemande sont rares, mais pas inexistantes. Certains massacres de masse opérés par les Nazis ne sont pas passés inaperçus. En 1942, par exemple le Daily Telegraph publie une série d'articles évoquant l'extermination des Juifs polonais. Ces informations sont reprises en français par la BBC, et sont donc connues des mouvements de Résistance et d'une partie de la population qui écoute la radio anglaise. S'il était difficile de

mesurer leur ampleur, des informations circulaient sur les atrocités perpétrées par les Nazis. Face au renforcement des persécutions antijuives au cours de l'été 1942 en Europe de l'Ouest et le début des déportations de masse, la conscience d'un péril désormais mortel se renforce, notamment parmi les Juifs, même si la connaissance de l'extermination demeure embryonnaire et variable selon les individus.

Dans certains pays, les premières rafles ou déportations conduisent à des manifestations publiques de protestation, individuelles et collectives, qui restent cependant rares. En février 1943 en Allemagne, des femmes dont les maris juifs ont été arrêtés (fin 1942, ils n'avaient pas encore été déportés) se rendent sur le lieu de leur incarcération et demandent : « Rendez-nous nos maris ». Mais protester ne suffit plus pour sauver les vies. Même s'ils restent le fait d'une minorité, des actes pour aider les persécutés, et plus particulièrement les Juifs, émergent et se multiplient.

### **Pilecki et le camp d'Auschwitz**

*Informer, c'est aussi alerter ceux qui se battent encore contre l'Allemagne nazie, dans l'espoir qu'ils interviennent. Les rapports réalisés par Witold Pilecki constituèrent l'une des principales tentatives visant à alerter les Alliés sur la réalité du système concentrationnaire nazi. Officier de l'armée polonaise ayant rejoint l'Armia Krajowa (AK, l'armée secrète), le capitaine Witold Pilecki se porte volontaire pour être emprisonné dans le camp d'Auschwitz afin de recueillir des renseignements sur son fonctionnement et les atrocités qu'y commettent les Nazis, puis de s'échapper ensuite afin de faire connaître les informations obtenues. Il se laisse arrêter par les Allemands à Varsovie le 19 septembre 1940 et se retrouve le 22 septembre à Auschwitz. Au cours de ses trois années de détention, Witold Pilecki parvient à créer un mouvement de résistance au sein du camp, le ZOW. Il réussit également à faire parvenir au commandement de l'AK des informations sur ce qui se déroule au quotidien dans le camp. Witold Pilecki s'évade d'Auschwitz en avril 1943. Après sa fuite, il rédige trois rapports qui résument les activités du ZOW à Auschwitz, ainsi que ce qui se passe à l'intérieur du camp. Les informations fournies par Pilecki lors de sa détention et les rapports rédigés après son évasion ont été transférés aux Alliés grâce à l'AK.*

### **III. Aider et sauver**

L'aide aux persécutés se retrouve dans tous les pays de l'Europe. Si son ampleur ne doit pas être surestimée, elle fut réelle et permit de sauver des milliers de vies. Il convient de distinguer « l'aide » du « sauvetage » : si l'aide a bien pour but le sauvetage, elle n'y conduit pas nécessairement. D'abord, parce que l'aide apportée n'a pas toujours permis de sauver. Ensuite, parce que celles et ceux qui sauvent n'ont pas forcément la conscience d'agir dans ce but. Par ailleurs, l'aide aux persécutés mobilise le plus souvent un ensemble d'acteurs, une chaîne d'initiatives nécessaires à la survie. Elle est une des principales formes de la résistance civile. Civile au sens où elle se pratique sans armes, et où elle n'a pas systématiquement un sens politique. En France, l'exemple du Chambon-sur-Lignon est intéressant. Aujourd'hui lieu de mémoire, il fut un haut lieu de sauvetage des Juifs, mais aussi des résistants, des réfractaires au STO... À l'isolement relatif du lieu, qui connaît une tradition d'accueil, s'ajoute une volonté des populations locales de porter secours. Faux papiers, refuges, aide à l'évasion vers la Suisse ont permis de sauver plus de 1000 personnes. Il faut également tenir compte du statut du territoire dans l'Europe sous domination allemande et de la politique menée par l'occupant : dans les pays placés sous administration directe, surtout quand les États ont cherché à modérer la politique antisémite des Allemands, ceux-ci ont pu jouer un rôle d'écran. Ainsi, c'est le cas en Italie, en Finlande, au Danemark ou en Bulgarie à partir de 1942-1943. En 1942, Himmler a beau faire pression sur les autorités finlandaises pour qu'elles déportent les 2 000 Juifs présents sur leur territoire, il se heurte à un refus. L'Italie n'a pas mis en œuvre une politique de déportation massive des Juifs sur son territoire, et les départements français sous contrôle de l'État italien sont restés un refuge pour les Juifs jusqu'à leur prise de contrôle par l'Allemagne en septembre 1943.

À différentes échelles – nationale, locale – la société civile a joué un rôle fondamental dans l'aide aux persécutés, conduisant parfois à la déportation. Des organismes ont pu contribuer aux opérations d'aide et de sauvetage, notamment de sauvetage des Juifs. On peut citer l'exemple de la Żegota en Pologne ou encore de la Belgique avec le Comité de défense des Juifs (CDJ), qui informa les Juifs et leur conseilla de ne pas se rendre au lieu de départ des déportations à Malines, et développa un réseau de cachettes dans le pays. En France, ces organisations juives et non-juives ont recours à toutes les possibilités légales, mais mènent aussi des actions clandestines. L'Amitié chrétienne du Père Chaillet qui opère depuis Lyon s'occupent de faire passer la ligne de démarcation ou la frontière à des Juifs pour leur permettre d'échapper aux rafles. La Cimade a une activité à la fois légale, d'assistance dans les camps d'internement, et clandestine (faux papiers, passage vers la Suisse). Au-delà de ces organisations, il convient également de rappeler l'importance des actions individuelles, qui pouvaient s'inscrire ou non dans un réseau de sauvetage. En France, certains membres de l'Église catholique ne se contentent pas de condamner les rafles mais passent à l'action concrète en animant des filières de sauvetage, comme l'évêque Paul Rémond à Nice. Des hommes et des femmes ont pu,

ponctuellement ou régulièrement, apporter de l'aide à des individus menacés d'arrestation et de déportation en leur fournissant un repas ou un abri. Ces personnes qui ont contribué à sauver des Juifs ont, pour certaines, reçu le titre de Justes parmi les Nations.

### **Un exemple : les sauvetages dans les camps du Midi**

*Les rafles de l'été 1942 en zone dite libre et en zone occupée ont provoqué des réactions publiques. L'archevêque Jules-Géraud Saliège, fait lire par les prêtres du diocèse de Toulouse, un message le 23 août au début des rafles. Le religieux de Toulouse évoque le racisme. Il y voit l'expression de la France vaincue incapable de dire non à l'occupant nazi. Ces déclarations ont trop souvent été présentées comme des réactions individuelles, alors qu'elles prennent place au sein d'un réseau complexe qui mêle organisations clandestines, associations caritatives et sociabilités régionales. Elles s'inscrivent dans un processus fait d'initiatives multiples, portées par de nombreux acteurs. L'un des actes fondateurs de cette action collective s'est joué à Lyon, où 711 Juifs ont été transférés de la région lyonnaise vers Drancy, dont 545 regroupés dans un camp transitoire à Vénissieux. Cette arrivée massive confronte le préfet Angéli à des difficultés d'organisation. Proche du cardinal Gerlier, qui préside le Comité d'aide aux réfugiés (CAR), il lui demande de mobiliser les associations caritatives pour gérer ce camp. Elles iront plus loin, et leur action permettra de sauver tous les enfants.*

## **IV. Le recours à la lutte armée pour échapper à la répression et à la persécution**

À la fin de la guerre, la lutte armée est la plus connue des formes de Résistance, et celle qui est la plus mise en avant pour alimenter des discours patriotiques visant à souligner le rôle joué par les résistances en Europe aux côtés des Alliés dans la victoire militaire. Selon les contextes, cette lutte armée a connu des chronologies différentes : elle est plus précoce en Pologne ou dans les Balkans, où le phénomène des partisans apparaît rapidement après la défaite des armées régulières, qu'en Europe de l'Ouest où elle ne prend véritablement de l'ampleur qu'à partir de 1943 et surtout 1944. Elle a également pu revêtir des formes variées, selon les moments de la guerre, les espaces mais aussi les groupes ou individus concernés (sabotages et attentats, exécutions de responsables allemands ou de collaborateurs, guérilla menée en milieu urbain par des commandos ou en milieu rural par les partisans ou maquisards). Il a souvent été dit que cette lutte armée n'avait pas cherché à empêcher les déportations et à sauver les persécutés. Si ce ne fut pas l'objectif premier, des actions menées dans ce but ont pourtant existé, comme les attaques de convois de déportés.

Par ailleurs, les liens entre la lutte armée et la résistance à la Déportation doivent également être pensés sous un autre angle que celui de l'action directe pour empêcher la déportation. Tout d'abord parce que la résistance armée, en combattant les forces ennemies, participe à rapprocher la victoire alliée qui s'accompagnera de la fin des persécutions et déportations pratiquées par les Nazis dans toute l'Europe. Ensuite, certains attentats ont pu prendre pour cible des hauts responsables allemands directement impliqués dans le processus de déportation et d'extermination. Par ailleurs, des personnes cherchant à échapper aux rafles et à la déportation ont pu trouver refuge, et intégrer des unités combattantes, au sein des différentes organisations armées en Pologne, Yougoslavie, Grèce ou dans les maquis en France.

Au-delà du rôle joué par les organisations de résistance, il convient de rappeler que la lutte a pu venir de l'intérieur du système de répression, à l'initiative même des personnes opprimées. C'est le cas des révoltes armées contre la déportation au sein des ghettos par exemple, comme le montre le soulèvement du ghetto de Varsovie qui a eu lieu de 19 avril au 16 mai 1943. Varsovie hébergeait 30% de la population juive polonaise. En 1940, le ghetto de Varsovie enferme les Juifs regroupe 350 000 personnes dans 3,4 km<sup>2</sup>. Les conditions de vie y sont terribles comme en témoignèrent les survivants. A l'été 1942, près de 100 000 personnes sont déjà mortes de faim, de froid ou de maladie (soit environ 20 % de la population du ghetto). Les déportations de masse commencent en mars 1942, alors que les rafles se multiplient en Pologne. Ces rafles précipitent le projet de résistance armée. Deux organisations se constituent : l'Organisation juive de combat et l'Union militaire juive, qui comptent respectivement 500 et 300 membres à la veille de l'insurrection. Une deuxième vague de déportation commence en janvier 1943 : les Nazis décident la liquidation des Juifs restant. Le 19 avril 1943, veille de la Pâque juive, les forces allemandes sont envoyées dans le ghetto pour le vider de ses dernières populations (55 à 57 000 personnes). Plus nombreuses et disposant d'une supériorité technique, elles pensent l'emporter facilement. Mais elles se heurtent à une résistance farouche : une partie des habitants, emmenés par les groupes armés, refusent de se laisser déporter sans lutter. C'est le début de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Les combats durent 27 jours. Face aux Allemands, les combattants, armés de simples mitraillettes, de grenades et de cocktails Molotov, leur opposent une résistance acharnée. Mais le 16 mai 1943, l'insurrection est matée.

# Fiche CNRD 2024

